

Pouvoir d'emprunt

ment verse pour l'essence et le mazout importés a été rejetée de façon absolument scandaleuse.

Entre temps, le gouvernement a établi un contrôle des prix à la production domestique d'une richesse naturelle non renouvelable. Cette richesse appartient aux producteurs, et à eux seuls. Pourtant, on nous dit tout d'un coup qu'il faut partager, langage que nous n'avions jamais entendu auparavant. Pour moi, ce n'est pas partager que de prétendre à la propriété du bien de mon voisin.

De l'avis d'organismes comme l'OCDE, la politique canadienne consistant à verser des milliards de dollars—et cela ne fera qu'augmenter—pour subventionner les gens et les encourager à dépenser de manière excessive et à utiliser encore plus de produits pétroliers, est la pire des folies. Pourtant, le gouvernement persiste à croire erronément qu'en maintenant les prix à un niveau bas, le Canada peut soutenir la concurrence à l'étranger. La meilleure preuve, c'est que les pays étrangers qui paient \$3 et \$4 le gallon pour des produits pétroliers nous dépassent sur notre propre terrain.

M. Deans: Pourquoi?

M. Lambert: Parce que nos coûts unitaires de production sont trop élevés en raison d'une mauvaise gestion, de systèmes de production et de distribution inefficaces et, en outre, dans bien des cas, parce que nous sommes un petit marché qui cherche à rivaliser avec la production d'un gros marché. C'est ridicule. Pourquoi l'excédent de production de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon peut-il supporter le coût du transport—même les tarifs élevés que représente la traversée de l'océan—et, une fois dans notre pays, être encore moins cher que nos propres produits? Tout ce que l'on nous a dit aujourd'hui, c'est que tel ou tel secteur est saigné à blanc, et qu'il faut imposer des quotas aux importations car nos industries ne supportent pas la concurrence. Tout dépend des intérêts qui sont lésés.

Qui prétend que l'industrie automobile ou celle des machines agricoles a besoin d'une attention et d'un appui particuliers?

M. Deans: Moi.

M. Lambert: Pourquoi l'industrie textile a-t-elle besoin d'un appui particulier? Pourquoi l'industrie du mobilier et de la chaussure auraient-elles besoin d'appui quand elles profitent de combustible à bon marché? Cet appui ne fait que nous saigner à blanc. C'est ailleurs qu'il faut chercher les causes du problème. C'est peut-être parce qu'on perd trop de temps à attendre que l'industrie agisse, parce que la direction tergiverse trop ou que sais-je. Mais le coût de production est là, et il est trop élevé.

Ou serait-ce que nous nous consacrons trop à nos services sociaux et que, de ce fait, la base travaillante se voit imposer un trop lourd fardeau? Je suis sûr que d'ici une dizaine ou une quinzaine d'années, la base travaillante du Canada, limitée à

ceux qui auront 16 à 18 ans au départ et 65 ans au maximum, trouvera si difficile d'assumer les charges sociales pour ceux qui ne feront plus partie de la population active que cela finira par une révolution sociale. Ces services sociaux font partie de notre système, et c'est pourquoi on nous demande une autorisation d'emprunter 14 milliards de dollars cette année.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. J'ai le regret d'interrompre le député, mais le temps qui lui était imparti est écoulé. Il pourra poursuivre avec le consentement unanime de la Chambre. Êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

● (1550)

M. Lambert: J'espère que les députés me permettront de parler jusqu'au moment de l'ajournement.

Des voix: D'accord.

M. Lambert: Je remercie les députés et j'espère avoir moi aussi l'occasion de leur témoigner autant d'affabilité.

M. Deans: Pas affabilité, mais bienveillance . . .

M. Lambert: J'ai tenté de me montrer objectif. J'ai recommandé aux députés de lire certains articles de Don McGillivray qui a déjà été courriériste parlementaire et qui est devenu un des commentateurs économiques les plus respectés . . .

M. Evans: C'est ce qu'il pense.

M. Lambert: Je ne suis peut-être pas toujours d'accord avec lui mais nous ne pouvons pas être toujours d'accord.

M. Evans: Il en connaît autant que M. Tout-le-monde en économie.

M. Lambert: Je voudrais maintenant parler des promesses faites par le premier ministre au cours de la dernière campagne électorale. Depuis qu'il a repris le pouvoir, il a violé ou tout au moins n'a pas honoré une promesse sur deux. Il a d'abord promis que les libéraux mettraient de l'ordre dans les finances nationales pour mieux utiliser l'argent des contribuables. Il a promis de mettre un frein aux dépenses gouvernementales en les alignant sur la croissance du produit national brut. Or cette année, le taux de croissance des dépenses gouvernementales sera de 11 ou 12 p. 100. Quant à la croissance du produit national brut, elle sera à peine de 2 p. 100. Voilà pour la première promesse.

Il faut bien rire de la seconde: «Nous allons garantir la sécurité énergétique à un prix raisonnable pour tous les Canadiens». Les seuls qui paient cher l'énergie aujourd'hui, ce sont les habitants des trois provinces de l'Ouest, surtout ceux de ma province. Aux termes d'un programme insensé, nous payons près de 4 milliards de dollars pour compenser le prix du pétrole importé pendant que nous incitons les gens à consommer. Je suis certain que le député de Miramichi voudra admettre que c'est la politique la plus farfelue que le gouvernement ait engendrée, que ce soit du point de vue de l'inflation ou des autorisations d'emprunt qu'il réclame, alors que nous devons emprunter encore 4 milliards pour que M. Tout-le-monde brûle tranquillement de l'essence en se baladant le dimanche.